



## Déclaration liminaire du CDAS du 17 novembre 2020

**EURE**

Monsieur le Président du CDAS de l'Eure,

Dès 2013, les organisations syndicales nationales dont la CGT alertaient les agents des projets néfastes envisagés par Bercy. Il s'agissait entre autres choses, de supprimer nombre de délégués dans nos instances départementales. Ainsi, nous pouvions assister aux prémices du démembrement de notre réseau social, de nos services sociaux et bien entendu des droits et garanties des agents associés à ce même réseau.

Il n'est pas inutile de vous rappeler et de rappeler aux agents que grâce aux luttes de 1989, les personnels et leurs représentants ont construit un réseau départemental de proximité qui a fait preuve de son efficacité. Nous sommes particulièrement attachés à ce réseau qui permet aux personnels des délégations d'informer, d'aider, d'accompagner et d'améliorer les conditions de vie au et hors du travail de tous les agents des finances.

Ces délégations doivent bénéficier de tous les moyens, humains et financiers, afin de continuer à gérer au quotidien, les différentes prestations d'action sociale actuelles. Ces prestations devant être consolidées et répondre aux besoins nouveaux des personnels.

Nous ne laisserons pas impunément Bercy détruire l'action sociale comme elle est entrain de le faire à la DG dans le cadre du NRP, toujours sous couvert d'une amélioration des conditions de vie des agents !

Le Secrétariat Général veut tout faire disparaître. La version officielle est pour «innover et moderniser» et «accompagner l'évolution des services». La vérité est beaucoup plus sordide, faire des économies budgétaires sur le dos des agents ! Ce sont les mêmes arguties qui sont déployés ici comme pour les autres restructurations mais sachez que plus personne n'est dupe. Ce même discours infantilisant, stéréotypé et parfois lénifiant de la part du SG ou de la DG provoque le même rejet de la part de nos collègues.

La CGT est donc farouchement opposée à ces nouvelles réformes :

- la disparition programmée des CDAS
- la baisse des budgets de l'action sociale
- la vente des résidences de vacances EPAF
- la gouvernance regroupant les 7 associations

La CGT FP 27 s'associe donc pleinement à l'intersyndicale nationale des Fédérations des Finances SOLIDAIRES, CGT, FO, UNSA/CGC en vous remettant la motion par l'intermédiaire de Solidaires finances publiques 27. Une pétition commune circule dans nos services, celle-ci sera remise au Secrétariat Général lors du Conseil National d'Action Sociale du 10 décembre et envoyée au Ministre.

Les représentants CGT en CDAS.